

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e) (Métro : Pyrénées)

Par l'action directe :

**LES 40 HEURES
TOUT DE SUITE
ET POUR TOUS!**

"...PAR TOUS MOYENS APPROPRIÉS"... ...le capitalisme continue

La quadrature du désarmement

La déclaration de politique extérieure du Gouvernement, le discours de M. Blum à Genève ont ramené à la surface le bateau du désarmement.

Nous désarmerons si, nous désarmerons quand, nous désarmerons bien, mais...

Comme feu Poincaré, de sinistre mémoire, comme M. Tardieu, comme M. Herriot, les mauvais bergers du Front populaire, sur les tréteaux funèbres de la S.D.N., se sont livrés une fois de plus aux gesticulations, classiques en pareille matière, de la rhétorique impérialiste.

Le désarmement !

Ce vocable magique et le vieux rêve humain qu'il exprime, dont, depuis la dernière guerre, tant d'hommes de bonne foi ont bercé leur espoir et leur angoisse, ont la vie dure. Malgré les échecs que lui ont infligés d'interminables tentatives (rappelez-vous ces conférences de désarmement tenues à grand orchester et enterrées dans le silence), malgré la dérisoire dont la crise de l'édition internationale (M. Vincent Auriol lui-même rappelait dernièrement à la Chambre que LE MONDE CONSACRAIT ANNUELLEMENT 140 MILLIARDS AUX ARMEMENTS), l'idée de désarmement tient encore les planches.

Non seulement le profane, à l'appel « patithique » (comme dit le *Populaire*) des sauveteurs socialistes, se raccroche encore à cette planche pourrie, mais des gens qu'on pourrait croire avertis, des intellectuels (il en est d'honnêtes, à *Vigilance*, par exemple), des politiciens qui passent pour lucides, même des syndicalistes qui dénoncent l'union sacrée ou nous conduisent le Front populaire, tiennent ou semblent tenir le désarmement pour le *nez plus ultra* de la lutte contre la guerre.

N'est-il pas significatif, à cet égard, de voir un Bergery, assez intelligent, peut-être pour comprendre le jeu infernal qui se joue sous ses yeux, mais trop combiné, trop lâche pour le dénoncer, ne trouver rien de mieux, contre la guerre, que d'inviter M. Blum à faire à l'Allemagne « une offre inconditionnée et spectaculaire (sic) d'arrêt immédiat de la course aux armements » ?

Au moment où M. Blum confesse solennellement que « la course aux armements condamne fatallement à la guerre », il serait temps de regarder la réalité en face.

L'erreur fondamentale de tous ceux, quels qu'ils soient, qui établissent entre les armements et la guerre un rapport de cause à effet, est comparable à celle du médecin qui verrait dans la fièvre ce n'importe quel symptôme de la cause de la maladie.

EN EFFET, CE NE SONT PAS LES ARMEMENTS QUI ENGENDRENT LA GUERRE.

Les armements ne sont que les symptômes plus ou moins pressants, plus ou moins graves, des contradictions qui dressent les uns contre les autres les capitalismes nationaux avant de les precipiter dans le massacre mutuel.

LES ARMEMENTS NE SONT PAS UNE CAUSE, MAIS UN EFFET.

Ils exprient, de façon particulièrement scandaleuse, l'essence du monde impérialiste : la violence et la guerre.

Le péril se mesure à leur échelle. Mais eux-mêmes sont déterminés par une situation économique-politique donnée.

Cette situation, c'est celle de l'Europe et du monde telles que les ont faites les traités de 1919. Elle oppose essentiellement les impérialismes vainqueurs en 1918, crispés sur leur butin, et les impérialismes vaincus et spoliés, affaiblis aujourd'hui de débouchés et de profits.

Qui n'a pas présentes à l'esprit ces vérités, premières parce que réelles, ne peut rien comprendre — malgré toute sa bonne volonté — au mal dont les armements ne sont que le symptôme le plus « spectaculaire ».

On sait bien, certes, que les « marchands de canons » qui jouent à peu près, en politique extérieure, le rôle mythique que les « 200 familles » jouent en politique intérieure, ne sauraient voir d'un œil défavorable la guerre qui fait leur fortune. Mais à qui fera-t-on croire, s'il réfléchit le moins du monde, que l'étalement des fabriques d'armes — comme en ALLEMAGNE, EN ITALIE ET EN RUSSIE — a quelque chose à voir avec le désarmement ?

Enfoncerez-vous donc bien dans la tête qu'il est parfaitement vain de bavarder sur la course aux armements sans mettre en cause la situation qui la rend nécessaire.

A moins d'être une sottise ou une hypocrisie, LA LUTTE CONTRE LES ARMEMENTS NE PEUT ÊTRE QUE LA LUTTE CONTRE CETTE SITUATION.

Modifiez cette situation, révisez de bon gré le statut versaillois de l'Europe et du monde, et peut-être (car il est bien tard), vous pourrez partiellement désarmer, gagner quelques années sur la guerre, dont seule l'action directe internationale des exploités et la destruction du capitalisme et de ses Etats meurtriers délivreront les hommes.

BERAT.

La semaine passée, nous avons dû renouveler ici même les raisons de notre méfiance à l'égard des actes futurs du Gouvernement de Front populaire. Ceci répondait aux reproches à nous faits par certains de ne pas accorder davantage confiance aux gens que la formidable vague de mécontentement, née de la crise de la S.D.N., se sont livrés une fois de plus aux gesticulations, classiques en pareille matière, de la rhétorique impérialiste.

Tant pendant la campagne électorale que depuis que le gouvernement Blum est au pouvoir, nous avons dit de toutes les manières et répété sur tous les tons que la classe ouvrière ne pourrait arracher des améliorations de son sort que par son action personnelle s'exerçant directement contre le patronat.

Les événements nous ont donné raison. C'est l'occupation des usines et non le gouvernement qui a imposé les augmentations de salaires, la semaine de 40 heures, le contrat collectif, les vacances payées, le contrôle ouvrier. Et les textes législatifs n'ont fait que donner une forme juridique à ce que les ouvriers avaient, en fait, obtenu par eux-mêmes.

C'est la constatation de ces faits évidents que nous a fait protester, quand des esprits qui se sont aussi simplifiés qu'ils se croient avertis, ont tenté d'en attribuer le mérite au gouvernement de Front populaire. Il est bien vrai cependant que celui-ci a déclaré par la bouche de son chef qu'en aucun cas il n'utilisera la force pour empêcher les prolétaires en lutte.

Encore qu'il eût été pour le moins... surprenant que le premier acte de ce gouvernement fut de briser le mouvement revendicatif — lui qui a été élu pour le soutenir — nous avons bien vu, cependant reconnaître implicitement qu'il avait agi avec une neutralité bienveillante.

Mais nous ajoutons que le « meilleur » des gouvernements — fut-il de Front populaire — ne pourrait, sur le terrain de la légalité bourgeoise où il s'est placé, faire longtemps les affaires du prolétariat sans voir se dresser contre lui les forces des classes que l'amélioration de la condition ouvrière menace dans leur existence fut liquidé par cette anodine mesure.

C'est un ministre socialiste qui vient d'accomplir ce beau travail !

Ce sont les gens du Sénat qui lui en ont fait prendre l'engagement.

Le Sénat ! Se rappelle-t-on les larmes de joie qui coulaient sur les joues socialistes et communistes lorsque, il y a quelques mois, celui-ci approuvait la dissolution des ligues fascistes ?

On s'est pu croire alors que le danger fasciste fut liquidé par cette anodine mesure.

Là encore, nous fûmes des rares à souffrir sur l'enthousiasme véritablement imbécile de ces pseudo-révolutionnaires qui prenaient ce vote du Sénat pour un acte de défense démocratique.

Nous rappelions que le Sénat est l'organisme par excellence de la stabilité bourgeoise. Néglige, socialistes et radicaux en inscrivant la suppression dans leurs programmes.

Se souvient-on qu'en 1925, lors de la chute du premier cabinet Herriot, renversé par le Sénat, l'actuel président du Conseil, Blum lui-même, lui conseillait de tenir à toutes forces et de passer outre au veto du Luxembourg ?

Que reste-t-il aujourd'hui de ces conseils ?

Rien d'autre que la déclaration « apaisante » de Salengro aux vieux crocodiles de la rue de

Vaugirard. Déclaration « apaisante », en effet, pour la bourgeoisie, mais combien menaçante pour le prolétariat !

Celui-ci, qui n'a pas à sa disposition que l'action directe pour faire prévaloir ses intérêts, risque donc demain — tous les moyens de « conciliation » étant épuisés — de se heurter aux forces policières. Alors comment résistera-t-il devant la montée des prix, l'élévation organisée des denrées, rendant bientôt illusoires les augmentations de salaires arrachées par la force ?

Cette capitulation des chefs socialistes et communistes — Cachin et Clamamus ont voté l'ordre du jour du Sénat — dans ce combat verbal qu'on appelle un débat parlementaire, pressage d'autres capitulations beaucoup plus redoutables. Aussi la classe ouvrière, qui se presse maintenant par millions d'adhérents dans les syndicats, doit comprendre que son salut, devant ce nouveau danger, ne réside qu'en elle-même. Elle a reçue sa force syndicale, il faut qu'elle dise et qu'elle montre que c'est pour servir ses intérêts propres. Il faut qu'elle prenne conscience que la révolution économique commencée maintenant doit se poursuivre à son avantage. Que si des victimes doivent être faites ce n'est pas dans ses rangs. Que les classes moyennes auxquelles on tente de l'enchaîner doivent subir son impulsion et non lui communiquer la leur. Qu'enfin, si la transformation sociale doit s'opérer, c'est dans le sens prolétarien, et non dans le sens bourgeois.

Il y a quelques jours, le secrétaire général de la C.G.T. écrivait dans le *Peuple* qu'en cas de résistance systématique de la bourgeoisie, le mouvement ouvrier devrait se préparer à une « occupation plus définitive » des usines.

En ce qui nous concerne, nous avons pris cet avertissement au sérieux, non comme bien l'on pense parce qu'il émane de Jouhaux, mais parce qu'effectivement dans la grande bataille sociale engagée, le prolétariat doit sortir ou vainquer ou vaincu...

Vaincu une fois de plus ? Cette dernière éventualité nous nous refusons à l'envisager. Ce n'est pas pour cela que les ouvriers socialistes, ou communistes, ce n'est pas pour cela que tous les exploités avec ou sans étiquette politique, ont si courageusement lutté ces dernières semaines contre leurs exploiteurs.

Qu'ils ne se laissent pas trahir encore par les politiciens professionnels. Qu'ils restent vigilants, prêts à continuer, le cas échéant, la lutte entreprise.

Où alors c'est le capitalisme qui continuera et qui leur reprendra rapidement ce que leur énergie lui aura un moment arraché.



Il est également évident que, pour les « chefs » c'est un bien. Par essence et par définition un chef ne peut que se féliciter de voir grossir le nombre de ses subordonnés. Quand on commande, on aime mieux commander à cent qu'à dix et à mille qu'à cent. Lorsqu'on dirige, on ambitionne de diriger *en grand*; et la puissance, l'importance d'un levier de commande — et, partant, le pouvoir, le prestige, et en un mot l'autorité de celui qui en a la charge et la responsabilité — se mesurent à la valeur de ce levier dans le mécanisme général, au nombre des sous-leviers et des rouages qu'il actionne et commande.

Il est encore évident que cet afflux subit et inespéré d'adhésions nouvelles fera en-

trer dans la caisse des Syndicats, des Fédérations et de la C.G.T. des sommes considérables dont l'appoint permettra d'augmenter très fortement l'effort de recrutement, de propagande, d'influence et d'action que l'organisation syndicale a le devoir d'accomplir.

À ces diverses points de vue, il est licite de considérer comme un bien le doublage ou le triplage du nombre des travailleurs affiliés à la grande Centrale ouvrière et payenne.

Et le revers de la médaille ?

Il se pose le vieux, le capital problème de la quantité et de la qualité.

Vaut-il mieux être plus nombreux mais moins bons que moins nombreux, mais meilleurs ?

Au choix, c'est-à-dire lorsqu'on doit opter pour la qualité contre la quantité ou pour la quantité, contre la qualité, que convient-il de préférer ?

(Suite en 3^e page.) SEBASTIEN FAURE.

Pour mesurer la portée du discours genevois de Léon Blum rien ne vaut l'observation de ce qu'il en reste quelques jours après qu'il a été prononcé.

Tous les journaux sont d'accord aujourd'hui pour constater que la S.D.N. est

au point mort, qu'une vague de pessimisme et même d'effroi est passée sur l'Assemblée, que la liquidation de celle-ci semble désormais inévitable et que le spectre de la guerre est apparu sur le quai Wilson. Alors, à quoi bon tant de battage, tant d'enthousiasme, tant de proclamations retentissantes ?

Le socialisme, par la voix de Léon Blum, avait, disait-on, proclamé la paix au monde. Un immense espoir se levait sur les peuples. La S.D.N. allait enfin trouver de fermes assises... Et voilà que le monde ne veut pas de la paix, que la guerre est plus que jamais menaçante et que la S.D.N. ne veut fermer ses portes. La comédie est terminée.

On ne nous fera pas croire que la cause de cette nouvelle faillite soit le pied de nez du président du Sénat dantzigois. Il doit y avoir autre chose. Et peut-être que le discours du camarade Blum manquait un peu d'efficience.

L'orateur a magnifié, nous dit le compte rendu du *Populaire*, les vertus guerrières du peuple français, ajoutant qu'il n'a faudrait pas trop éprouver pour les ramener à la surface. Ce

coup de clairon a-t-il plu aux militants socialistes ? Nous comprenons bien, et nous l'avons déjà dit, qu'un président du Conseil ne peut s'exprimer d'autre sorte. Chargé d'assurer les destinées de la maison France et de veiller à la conservation de son patrimoine, Léon Blum ne pouvait faire moins que d'agiter lui aussi le grand sabre que le sort a remis entre ses mains. Discrète menace à l'endroit de ceux qui pourraient penser qu'un gouvernement socialiste reculerait devant une guerre de défense des frontières de la patrie.

Que reste-t-il, à présent, de toutes ces belles phrases ? Du vent. Que reste-t-il, également, des suggestions concrètes de M. Yvon Delbos, tendant à rendre au pacte toute son efficacité ? Du vent. La politique réaliste de la France du Front Populaire aboutit à un nouveau et lamentable fiasco.

Nous ne disons pas ces choses pour la joie de dénigrer l'expérience politique actuelle. Nous aurions même aimé marquer ici un point à l'actif du nouveau gouvernement, trop heureux qu'il nous eût assuré ce bien suprême qu'est la paix. Mais l'action de grâce est impossible : malheureusement, les faits sont là, qui ne permettent pas la moindre illusion. Plus que jamais, le monde est livré aux forces aveugles de l'imperialisme. Tous les Etats se préparent furieusement à la guerre et la S.D.N. est bien morte. Par une sorte d'ironie amère, on ne compte plus pour renflouer cette dernière que sur le concours de Mussolini. Le jeu consiste à se ménager une collaboration contre l'Allemagne et, en tout cas, à l'empêcher de glisser vers le troisième Reich. C'est dans ce but qu'on lui a offert la levée des sanctions et que, demain, on lui reconnaîtra la légitime souveraineté sur l'Ethiopie. Mais, comme il est probable que le Duce continuera à miser sur deux tableaux, on ne sait pas encore si ces avances auront un plein succès ou si des événements nouveaux, parmi lesquels on envisage un coup de main hitlérien sur Dantzig, ne régleront autrement la question.

Qu'en faut-il conclure, sinon que les efforts pour fonder la paix tout en sauvegardant le capitalisme et ses conquêtes de Versailles sont voués à l'insuccès le plus total et qu'il convient donc de chercher ailleurs les moyens d'assurer la paix au monde. Le danger de l'expérience actuelle est qu'elle assimile la défense de la paix et celle du régime et qu'elle risque de conduire le prolétariat à défendre des intérêts qui ne sont pas les siens. Notre devoir est donc de nous élancer contre cette mortelle confusion et de proclamer qu'il n'est point de lutte pour la paix sans un renforcement de la lutte des classes. En d'autres termes, que la politique de paix de la nation française ne saurait se confondre avec celle du Proletariat.

LASHORTES

Est-ce un bien? Est-ce un mal?

Nous avons reçu de notre ami Sébastien Faure la proposition d'enquête qu'on va lire ci-après. Il va sans dire que nous sommes entièrement d'accord sur l'utilité d'une telle consultation, qui ne peut que servir à stimuler notre activité sur le plan syndical.

Aussi, nous invitons nos camarades à y répondre et apporter ainsi leur contribution aux tâches qui nous sollicitent.

Les effectifs de la C.G.T. se sont, parallèlement, formidabillement accrus au cours du mois qui vient de s'écouler.

Les uns disent qu'ils ont doublé, les autres qu'ils ont triplé.

Peu importe, qu'ils aient passé de 1 à 2 ou de 1 à 3, le fait essentiel est là : les adhérents à la C.G.T. sont, à l'heure présente, au moins deux fois plus nombreux et peut-être trois fois qu'ils ne l'étaient il y a un mois.

EST-CE UN BIEN? EST-CE UN MAL?

Il est évident que, pour ceux qui n'ont a

la bouche et sous la plume que le mot « masse », qui n'ont de confiance que dans la force du nombre, dans l'action de *folie massive*, c'est et ce ne peut-être qu'un bien.

Il est également évident que, pour les « chefs » c'est un bien. Par essence et par définition un chef ne peut que se féliciter de voir grossir le nombre de ses subordonnés.

La lutte de nos camarades d'Espagne

Cependant que conjointement au succès électoral du Front populaire les ouvriers français sont entrés en conflit direct avec leurs exploitants, de l'autre côté des Pyrénées le prolétariat espagnol se livre lui aussi depuis plusieurs mois à une ardente bataille contre le régime capitaliste.

Notre propre combat ne doit pas nous faire oublier celui de nos camarades d'Espagne.

En Espagne comme en France l'agitation politique du Front populaire, les modifications de majorités parlementaires, que des esprits à court vue ou intéressés à l'équivoque politique s'obstinent à prendre pour des causes, n'ont été que l'effet du formidable mécontentement des masses intéressées directement à ce que ça change.

L'instinct profond des ouvriers leur a inspiré d'autres méthodes d'action que celles conçues par un nouveau personnel gouvernemental. En France c'est l'occupation gréveuse des usines dans le « calme » et la « discipline » ; en Espagne c'est une vague de grèves ininterrompues et de formes souvent très violentes.

Il n'y a pas cependant de différence fondamentale dans ces deux méthodes. C'est toujours l'action directe qui s'exerce contre le patronat par des moyens et selon des formules adaptées à chaque tempérament social.

La seule différence entre les deux mouvements n'est que dans le sens profond qu'on s'efforce de leur donner.

Ainsi qu'en France, nous avons vu les partis politiques qui dirigent le prolétariat tenter par tous les moyens de minimiser la portée du mouvement, et même de le détourner vers une agitation nationaliste ; en Espagne, par contre, les forces véritablement révolutionnaires s'affirment ouvertement et ne craignent pas de dire qu'elles veulent la subversion totale de la société bourgeoise.

Cette franchise, cette affirmation catégorique évidemment déportait à nos révolutionnaires de l'Assemblée, aux adorateurs du drapeau tricolore, qui ne craignent rien tant désormais qu'une agitation sociale intense qui risquerait d'affaiblir le potentiel militaire de France. Il faut craindre aussi la contagion de l'exemple.

Voilà qui explique que les prolétaires français soient si mal informés de ce qui se passe actuellement dans la péninsule ibérique, car ceux-là mêmes qui détiennent la presse de gauche en France redoutent peut-être davantage la révolution sociale, inévitable désormais en Espagne, que le maintien du statu quo politique et économique vaugueusement dissimulé derrière une façade de verbalisme révolutionnaire.

Ce n'est pas la seule raison.

En voici une autre. Il y a en Espagne une puissance formidante qui veut la révolution et qui le dit. C'est la C.N.T., c'est la F.A.I., ce sont les centaines et les centaines de milliers de travailleurs groupés dans ces deux organisations.

Cette puissance extraordinaire du mouvement syndical et anarchiste échappe totalement au contrôle des socialistes et des commissionnaires staliniens.

De là leur hargne et leur rancœur à l'égard de nos camarades d'Espagne ; de là la conspiration du silence sur leurs actes et leurs buts : conspiration qui n'est rompue que pour faire place aux accusations perfides, aux calomnies ignobles. Il ne faut pas qu'on sache que de l'autre côté des Pyrénées, un mouvement syndical et révolutionnaire, strictement apolitique, qui ne veut connaître comme moyens de pression sur le patronat que l'action directe, ébranle de ses coups répétés le capitalisme espagnol et se prépare à précipiter son écroulement.

A tout prix il faut empêcher ici que les regards prolétariens ne se détournent de la Russie et des icônes stalininiennes. C'est que les dirigeants socialistes et staliniens savent bien qu'un mouvement véritablement révolutionnaire affecterait en Espagne des formes libertaires dont ils ne seraient pas les maîtres.

Alors on préfère faire ce silence dont j'ai plus haut parlé, ou, dans les cas extrêmes, outrager nos camarades.

C'est ce silence que nous devons, nous anarchistes français, nous syndicalistes d'action directe, nous efforcer de rompre. Ce sont ces outrages que nous devons faire ravaler à ceux qui les profitent.

Ici au *Libertaire*, depuis plusieurs mois déjà, nous avons commencé d'entreprendre cette besogne. Les comptes rendus du Congrès de Saragosse, de Fréjus et de Charler Robert, les articles documentés que nous avons publiés chaque semaine depuis deux mois ont déjà ouvert la voie. Mais cette besogne par le canal du *Libertaire* s'est cependant avérée insuffisante. Il faut faire davantage et répandre ailleurs que chez nous, dans nos milieux, la vérité.

Je reviens personnellement d'un voyage de trois semaines en Espagne. J'y ai rencontré, à Barcelone, à Saragosse, à Madrid, un grand nombre de militants.

Et quand je leur révélais que bien souvent les dirigeants socialistes et communistes ne parlaient d'eux que pour les insulter en reprenant les immondes invectives de la presse espagnole les accusant de faire le jeu du fascisme, je voyais leurs poings se serrer, leurs yeux luire de colère.

Il faut voir ce dévouement inlassable des militants espagnols, il faut constater sur le vif cet extraordinaire esprit de sacrifice qui les anime, il faut savoir combien leur courage physique et moral est grand, comment leur foi en un monde idéal est robuste, pour comprendre à quel point de telles accusations sont canailles.

Non, nos camarades espagnols ne font pas le jeu du fascisme. Ils font le jeu de la révolution libertaire et c'est, n'est-ce pas, largement différent.

Enfin, dans nos milieux eux-mêmes nous n'avons pas toujours été suffisamment justes à leur égard. Le manque de liaison, l'absence d'informations précises nous ont trop longtemps laissés dans l'ignorance de leurs raisons et nous ont quelquefois conduits à méconnaître le sens de leurs actes. On s'est même quelquefois laissé gagner à des critiques injustes à l'égard des positions délicates qu'ils ont dû prendre. Et trop souvent nous avons raisonnable des choses d'Espagne comme si elles devaient se produire dans l'Ile-de-France.

Or ce qu'on a appelé leurs « erreurs », leurs « fautes », le prolétariat espagnol ne

Ouvrez les dossiers

les a pas jugées comme quelquefois nous l'avons fait. La C.N.T. notamment a repris toute sa confiance. Là même où les stratèges en chambre se permettaient de dénoncer son absence de sens politique, la C.N.T. a reconquis toute son influence antérieure et même souvent bien au delà.

Faut-il citer, pour exemple, la Catalogne où la C.N.T. contrôle les trois quarts des syndicats ouvriers, et Barcelone où, à pas de géant, elle reconquiert toute la population ouvrière.

Faut-il citer encore, pour les seules provinces d'Aragon, Navarre et Rioja, les 40 syndicats de la C.N.T. avec plus de 90.000 membres dans cette région fort peu industrielle ? Faut-il rapporter ce que souligne par ailleurs Charles Robert le soutien considérable d'influence acquis par la C.N.T. dans des régions comme celle de Madrid où ses syndicats autrefois étaient extrêmement faibles, surcroît d'influence qui fait que le bâtiment, la seule industrie réelle à Madrid est numériquement organisée pour moitié dans la C.N.T. cependant que devant les atterrissages de l'U.G.T. la direction morale du conflit actuellement en cours est entre les mains de la C.N.T.

Mais toute cette reprise en main de la C.N.T. sur les syndicats ne s'est pas faite seulement parce que le prolétariat espagnol industriel et agricole approuve la position de la C.N.T., ses méthodes de lutte et d'action directe parfaitement adaptées d'une part à l'ardent tempérament espagnol, et, d'autre part, à la rapacité, au conservatisme borné de la bourgeoisie d'Espagne.

Cette emprise de la C.N.T. sur les masses tient aussi et surtout au dévouement inlassable des militants, à leurs connaissances profondes des aspirations du peuple. Il faut savoir que chaque semaine, le dimanche, les militants aptes à porter la parole libertaire et syndicale, sont mobilisés par la C.N.T. Ils se rendent dans les villages les plus déshérités. Ils font comprendre par des paroles simples, le programme de la C.N.T. sur la question agraire, l'expropriation sans indemnité des propriétés de plus de 50 hectares. Ils développent les thèses du communisme libertaire, de la commune libre et autonome, dont le paysan le plus inculte comprend la notion, car elle a des racines historiques très profondes et très vivaces en Espagne.

Cette propagande intense a rapidement porté ses fruits. Là où naguère on méconnaissait la pensée libertaire, dès syndicats ont été créés, des villages mêmes se sont constitués en syndicat adhérent à la C.N.T., comme Castrillo de la Vega, par exemple, en Castille. De même en Aragon où les paysans de plusieurs villages ont adhéré en bloc à la C.N.T., car des syndicats de petits producteurs paysans ont été créés.

De la sorte, les effectifs de la C.N.T. qui, ne l'oublions pas, n'a retrouvé l'existence légale que depuis février, dépassent aujourd'hui largement le million et la progression se fait à une cadence extrêmement rapide.

Ce sont ces faits, isolés entre cent, que nous devons révéler aux ouvriers français qui se présentent maintenant dans les syndicats.

La lutte de nos camarades d'Espagne est étroitement liée à la nôtre.

Elle est exemplaire et peut, dans la mesure où nous la ferons connaître sous son aspect véritable, nous aider beaucoup dans notre action de redressement féodaliste et libertaire du mouvement syndical français.

LOUIS ANDER,

Au Sénat, M. Salengro ayant affirmé que « si dénié des occupations de magasins, de bureaux, d'usines, de fermes étaient tentées, le gouvernement, par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme », la confiance lui fut votée à l'unanimité de 225 voix.

(LES JOURNAUX.)

(Air : T'es bien trop petit, de Théodore Botrel.)

I

Afin de donner des gages

Au bourgeois puissant,

Tout doucement tu t'engages

Sur un sol glissant...

Si, d'un vote de confiance

Te voilà nanti,

Pour calmer notre défiance,

T'es ben trop petit, mon ami.

T'es ben trop petit!

Dame, oui !

II

Ayant rassemblé leur clique,

Tous les affameurs,

Mal guéris de leur colique,

Poussent des clamores !

Au Sénat, chacun la sienne,

Trou-la-la-ti !

Devant cette tyrolienne,

T'es ben trop petit, mon ami,

T'es ben trop petit !

Dame, oui !

III

Il fallait sauver la France,

Le diable et son train,

Et ramener l'espérance

Pour courrir l'emprunt !

Alors, tant pis pour les masses

En bel dépit.

Car, pour la lutte de classes,

T'es ben trop petit, mon ami.

T'es ben trop petit !

Dame, oui !

IV

A vous, damnés de la terre,

Forgés de la faim,

Dans un esprit libertaire,

Nous tendons la main.

Lutant pour la délivrance,

Une fois partis,

Pour briser notre puissance,

Ils sont trop petits, mes amis,

Ils sont trop petits,

Dame, oui !

Maurice BOYER.

Désarmement des ligues

Affablie en nombre et en influence, les organisations dissoutes se recomposent sous diverses formes et multiplient les gestes de provocation.

Aux Champs-Elysées, plusieurs milliers de « dissidents » convocés, organisés et disciplinés ont tenu les boulevards pendant un certain temps.

A Marseille, Sahant continue à jouer son rôle d'homme de main de la bourgeoisie, et plusieurs ouvriers ont déjà été victimes de ce jeu.

Enfin, d'après des renseignements de bonne source qui nous sont parvenus, Doriot armerait certaines de ses troupes en vue d'un meeting à Nice, organisé de commun accord avec Sabiani et le maire Médecin.

De toutes parts affluent les nouvelles prouvant que les bandes fascistes se préparent à une action de rue.

La dissolution des ligues ne peut être effective qu'à condition de voir leurs départs d'armes saisie et détruits.

Tous les jours, l'Huma et le Popo donnent des détails sur ces départs. Qu'attendent-ils pour agir ? La comme pour le reste, c'est l'action directe des travailleurs qui mettra un terme à l'agitation réactionnaire. Que nos militants s'y préparent.

visita Stockholm, l'Allemagne et se réfugia finalement en France.

Sans argent, il vécut uniquement par le travail de sa plume, collaborant à la presse anarchiste internationale.

Pauvre, vieux et malade, il passa la fin de sa vie à l'hôpital.

Rappelons-nous la vie tragique de ceux qui furent les pionniers du mouvement anarchiste révolutionnaire, elle montre tout ce qu'il fallut de courage et de sacrifices pour permettre à notre doctrine de vivre et de se propager.

B. S.



Propos d'un Paria

Combien étaient-ils dimanche à l'Etoile à chanter la Marseillaise, à lever la main et se chauffer avec ceux que l'Humanité appelle si comiquement « la police républicaine » ?

Le communiqué du ministre de l'Intérieur dit 8.000, des journaux de gauche 15.000, des modérés annoncent 20.000, quant aux feuilles « nationales » elles évaluent à 30 ou 40.000 le nombre des tricolores non orthodoxes.

Tout ce que je sais, c'est que les « amis de M. Hitler » étaient nombreux et que les frictions furent parfois sévères.

La police du Front populaire s'est montrée également à elle-même, c'est-dire à ce qu'elle était lorsqu'elle servait sous les ordres d'autres chefs et d'autres ministres moins poussés au rouge.

Elle a fait conscientiemment son métier qui est de corner, au hooligan des gouvernements qu'aujourd'hui se servent d'elle.

Cela n'empêchera pas, si l'occasion s'en présente, ces messieurs « les dissidents » et autres patriotes des proclamer le courage des « braves agents » quand ils auront licence d'exercer leurs talents sur les hommes, les vieillards et les femmes du commun.

Il connaît donc de ne pas trop s'apresanter sur ces incidents qui ne sont sans doute qu'un prétexte.

Il est tout naturel également que l'organe du parti communiste exalte les policiers et leur ouvre ses colonnes.

A l'Humanité on est maintenant super-républicain et nationaliste cent pour cent.

Tous les vaticans me publient ce journal sont remplis d'apostol à l'Union de la nation française, et voilà une France libre, forte et heureuse : Il n'est question que de nos pays, du peuple français.

Et alors l'apotheose de la Marseillaise et de son auteur le royaliste Ronet de l'Isle, on tente d'insuffler aux masses bêtées de folâtre et stupide admiration pour ces agents de Staline, « l'esprit de Valmy ».

C'est cet « esprit de Valmy » qui, animant les futs et innombrables soldats des révoltes soviétiques françaises et russes, leur donne la nomenclature de son ou ses dôches. Tandis que si l'« esprit de Valmy » était encore en usage, mais ce qu'il devrait être fait, c'est qu'en URSS, « mention des divorces sera faite sur les passeports individuels des citoyens soviétiques ».

Ceci n'est pas une galéjade, mais un extrait du nouveau code familial du 27 juin. Ce code interdit l'avortement sous peine de prison. Pécuniairement, le divorce dans la classe ouvrière deviendra impossible. Bref, le seul

LE FRONT MARXISTE EN ESPAGNE

Le Parti Socialiste et l'U.G.T.

Le P.S. et l'U.G.T. occupent presque la totalité du front marxiste et la moitié du secteur ouvrier. Pour se rendre compte de leurs forces, par rapport aux forces des différents groupes bolcheviks, il suffit de comparer les chiffres que donne, dans un numéro récent du quotidien barcelonais *La Vanguardia*, M. Miguel Maura, républicain de droite et ancien ministre. Selon les renseignements de la Sureté Nationale, dit M. Miguel Maura, au début de 1934, l'U.G.T. contrôlait 1.444.470 ouvriers, la C.N.T. en contrôlait 1.570.750, et les différents groupes bolcheviks 133.248. Malgré les événements d'octobre 1934, il n'est pas exagéré de dire que toutes ces organisations ont augmenté sensiblement leurs effectifs.

Le P.S. et l'U.G.T. contrôlaient alors plus de 90 % des forces marxistes en Espagne.

La situation actuelle n'a pas beaucoup varié. Les forces de la C.N.T. et de l'U.G.T. font la bascule en tant qu'effectifs mais sur le terrain révolutionnaire, ce sont les forces de la C.N.T. qui dominent la situation. Le U.G.T. et le P.S. sont intimement liés. Le P.S. est pour l'U.G.T. ce qu'est pour la C.N.T., la F.A.I. avec cette différence que le P.S. peut recruter parmi les couches non syndicables la petite et moyenne bourgeoisie tandis que l'affiliation de la F.A.I. est presque impossible pour un non-syndicaliste.

L'origine scissioniste de l'U.G.T. et son programme

L'U.G.T. a été créée par les marxistes espagnols pour combattre l'influence bakouniste dans les organisations ouvrières. C'est une organisation scissionnée. Les camarades anarchistes ont prouvé sans difficulté le rôle et l'origine scissioniste de l'U.G.T. : lorsque il y a quelques mois on leur reprochait de ne pas être partisans du front unique, il leur a suffit de rappeler l'histoire de la fondation de l'U.G.T. C'est l'U.G.T. qui a divisé l'organisation unique qui adhérait à la 1^e Internationale.

La création de l'U.G.T. était une nécessité pour la bourgeoisie espagnole. La collaboration de classe et l'activité parlementaire furent les deux pivots autour desquels se groupèrent les quelques militants de travailleurs réformistes.

Au point de vue programme, l'U.G.T. est une copie fidèle des syndicats centraux réformistes et social-démocrates. Mais malgré cette ressemblance, l'influence anarchiste dans ce pays a donné, même à cette organisation réformiste, une physionomie particulière. Ainsi le Parti dépend presque entièrement des syndicats et non les syndicats du Parti, comme c'était le cas dans les pays où le marxisme dominait le mouvement ouvrier.

Cette particularité a eu alors dans la vie du P.S. des répercussions que nous verrons plus loin.

De la Monarchie à la République

L'U.G.T. était l'organisation syndicale qui avait la faveur des gouvernements de la monarchie. Pendant que la C.N.T. vivait presque toujours dans l'ilégalité, ses militants persécutés, ses locaux fermés, ses journaux suspendus, l'U.G.T. menait ouvertement son activité et ses militants étaient les conseillers des différents gouvernements. Cette activité fut une forme officielle sous la dictature de Primo de Rivera, qui nomma Largo Caballero le secrétaire général de l'U.G.T., conseiller du Gouvernement.

Mais malgré les faveurs de différents gouvernements l'U.G.T. n'eut jamais alors plus de 150, 200.000 affiliés. Ce n'est qu'en 1931, lorsque le gouvernement passa en partie sous son contrôle, à la suite de la participation socialiste au pouvoir que les effectifs de l'U.G.T. purent atteindre le chiffre que j'ai plus haut.

C'est l'époque où le « terrible » guédiste Fabra Ribas, qui détenait le modeste poste de sous-secrétaire d'Etat au Travail, voulait fusiller tous les anarchistes. Son patron, le ministre du Travail, Largo Caballero, fit voter la loi sur le « vagabondage » selon laquelle le gouvernement a le droit d'emprisonner tout citoyen qui l'incommode. Les socialistes firent aussi voter les lois de « protection », de la République que Gil Robles leur appliqua en 1934. On vota également la loi des tribunaux mixtes (loi Largo Caballero) qui obligea les ouvriers à donner un préavis de trois semaines pour toute grève sous peine de la voir qualifiée illégale — et de recourir à l'arbitrage du tribunal pour résoudre les conflits.

La C.N.T. devant l'U.G.T.

Cette loi était destinée à briser les méthodes d'action directe qu'emploient nos camarades de la C.N.T. Elle a permis aux gouvernements républicains socialistes de sévir contre la classe ouvrière.

La C.N.T. a combattu cette législation. Le nombre de ses effectifs, la progression constante de son influence démontrent que ses positions sont comprises par la classe ouvrière.

A Madrid, siège de l'U.G.T., où, il y a quelques années, les adhérents de la C.N.T. frôlent la non-intervention des tribunaux mixtes. L'action directe et les conversations, directes avec le patronat, sous le contrôle de la masse ouvrière, sont de rigueur dans la citadelle même de l'auteur de la fameuse loi. La fédération locale de la C.N.T. compte plus de 40.000 affiliés et se développe chaque jour. Fabra Ribas lui-même a renoncé à fusiller les anarchistes et se contente du fromage que lui sert généralement la République dans une des innombrables sinécures dont dispose le régime.

Son patron, devant l'intransigeance et le sabotage des patrons, a dit plus d'une fois pendant son ministéristat : « N. de D. nous sortiront d'ici tous anarchistes ». C'est Fabra Ribas lui-même qui a rapporté ces paroles.

Peut-être cette expérience ministérielle négative est-elle pour quelque chose dans l'attitude actuelle du secrétaire général de l'U.G.T. : opposition à toute participation sociale au pouvoir.

Mais l'U.G.T. ne diffère pas de la C.N.T. seulement sur le terrain idéologique. Sa structure interne est faite à l'image des po-

liticiens réformistes, qui sous le drapeau marxiste gagnaient, depuis quarante années, sièges, fortunes, honneurs.

A l'U.G.T., le permanent rétribué fait la loi, il est plus facile de renverser un ministre que de déplacer le moindre secrétaire dans l'immense bureau dont le chef est Largo Caballero.

A la C.N.T., au contraire, c'est le principe de la fonction gratuite qui domine.

A l'exception de secrétaire du Comité national de la C.N.T., dont la fonction est rétribuée, rares, extrêmement rares, sont les postes rémunérés. On peut citer des syndicats où les adhérents se comptent par 10.000, il n'y a pas de fonction « étranglée ». Le travail est fait par les militants dévoués, qui en dehors des heures de travail s'occupent de leurs sections respectives. Les ambitieux, les arrivistes, les bureaucratiques, les profiteurs se voient ainsi automatiquement éliminés. Pour arriver à siéger dans les comités de la C.N.T., il ne suffit pas de faire des discours, il faut avoir le courage de passer des heures et des heures, chaque jour, au service de l'organisation sans autre bénéfice que le sentiment d'avoir servi utilement la cause. Ces militants, au dévouement sans borne, sont la force de la C.N.T. Ce ne sont pas des personnalités « marquantes » que l'on exhibe, avec plus ou moins de succès, dans les congrès internationaux, ce sont d'humbles travailleurs, ayant des connaissances rudimentaires, mais intelligents, généreux et surtout courageux. C'est cette masse de militants obscurs et il y a des dizaines de milliers en Espagne, qui font vivre cette organisation géante, sans l'écraser sous le poids d'un bureaucratisme parasitaire et sans la faire dévier, pour des fins personnels, de son but : la transformation intégrale de la Société dans le sens du communisme libertaire. L'intégrité morale et spirituelle de cette masse constitue le mur contre lequel se brise la vague de corruption dont le centre de propulsion est Moscou. Ces militants vivent chaque jour avec la classe ouvrière et connaissent à fond ses réflexes, ses aspirations.

C'est dans cette masse que se recrutent les affiliés de la F.A.I.

A l'U.G.T., le secrétaire général tient entre ses mains l'appareil bureaucratique et l'organisation tout entière. Largo Caballero qui a plus de 65 ans, est depuis plus de trente ans secrétaire général de l'U.G.T. Les dirigeants réformistes peuvent déclarer des grèves ou les démolir sans se soucier de l'opinion des affiliés. A la C.N.T., une partie des syndicats sont publics et ce sont les syndiqués qui déclarent la grève.

Quand la République fut proclamée en 1931, l'U.G.T. prit une part active dans le nouveau gouvernement. Largo Caballero croyait pouvoir liquider ses vieux adversaires de la C.N.T. La position de la C.N.T. et la F.A.I. envers le nouveau régime était la même qu'envers la monarchie. La République ne faisait que changer les décors, mais la pièce était la même. Expression plus moderne du capitalisme, la République ne préservait pas moins et par des moyens de répression perfectionnés l'exploitation capitaliste dans toute sa férocité. Les révolutionnaires n'avaient d'autre tâche que de chercher à renverser le régime. Les dirigeants de l'U.G.T. et du P.S. avaient l'occasion de prouver la justesse de leurs conceptions réformistes. Leur activité dans le cadre du régime prouva bientôt la malhonnêteté et l'utopisme des idées réformistes. Le régime capitaliste et les classes qui en vivent ne peuvent pas permettre que l'on s'attaque aux bases mêmes du système.

Quant aux fameux aménagements et à la législation sociale, l'ancien régime avait épousé sur ce chapitre à peu près tout ce que l'on pouvait faire. Il ne restait pour la République que le maigre terrain de la protection de l'ouvrière enceinte. La journée de 8 heures était admise par Primo de Rivera, ainsi que le principe du fameux arbitrage obligatoire. Sur la question des salaires, la charpente économique du pays ne pouvait pas supporter toujours dans les cadres du régime, des grands changements, sans provoquer un déséquilibre dangereux, suivi de krachs sensationnels. Alors les réformistes firent voter la loi des contrats collectifs. Les contrats collectifs existaient cependant dans la réalité, car les organisations syndicales avaient déjà instauré le contrôle syndical sur les lieux du travail. Aux yeux de la classe ouvrière, toute cette activité réformiste, était peu de chose. Les ouvriers qui étaient allés à l'U.G.T. en croyant qu'on les mènait à une transformation radicale de la société durant déchainer. Le grossissement des effectifs de la C.N.T. était une indication sur l'état d'esprit du prolétariat espagnol. Alors les dirigeants de l'U.G.T., en accord avec la bourgeoisie républicaine firent voter toutes les lois de répression que l'on connaît. Malgré la répression, la C.N.T. ne cessait de grandir.

L'U.G.T. devant les nécessités insurrectionnelles

. Le rêve de Largo Caballero de voir disparaître la C.N.T., sous la double pression gouvernementale et ugétiste, s'évanouissait de jour en jour.

C'est dans ces conditions qu'eurent lieu les élections de décembre 1933. Les gauches républicaines et socialistes furent battues. Le moment était venu de battre la réaction dans la rue, l'U.G.T. cependant n'a pas voulu répondre à l'appel de nos camarades et le mouvement de révolte du 8 décembre fut écrasé. Les locaux de la C.N.T. furent fermés. Plus de 10.000 militants emprisonnés.

La droite, revenue au pouvoir, était très divisée sur les moyens à employer pour liquider la résistance ouvrière et briser pour longtemps toute tentative révolutionnaire. Selon Miguel Maura, il ne manquait pas, dans les rangs, des partisans des moyens forts. On envisagea une saignée générale, amputant les organisations ouvrières des éléments les plus actifs. La bourgeoisie voyait ces éléments actifs dans toutes les organisations ouvrières. Le réformiste le plus timoré est un danger pour le régime. Dans des moments d'instabilité générale où le moindre mouvement revendicatif peut dé-

Est-ce un bien?

Est-ce un mal?

(Suite de la première page)

Ce problème, je ne le pose pas ici, sur le terrain général, car il est évident que, dans nombre de questions la quantité est à peu près tout, tandis que, dans d'autres, c'est la qualité qui est à peu près tout.

Le problème que je soulève, que je crois devoir étudier, élucider et, si possible, de résoudre, entre nous, calmement, amicalement, est le suivant :

« En liaison avec le vaste mouvement gréviste auquel vient de participer la presque totalité des corporations ouvrières et consécutivement à ce mouvement, le nombre des travailleurs que, depuis leur fondation, la C.G.T. et la C.G.T.U., aujourd'hui bien fusionnées avaient péniblement et lentement groupés, a, brusquement, en moins d'un mois, doublé ou triplé :

1^o Que peut-on raisonnablement en espérer?

2^o Que peut-on équitablement en redouter?

En conclusion : est-ce un bien ou un mal?

J soumets ce problème à l'étude des lecteurs et amis du *Libertaire*.

Je leur demande, s'ils le jugent d'un intérêt suffisant, de l'examiner et de le discuter entre nous : calmement, amicalement, fraternellement, en anarchistes, rien qu'en anarchistes et sans autre souci que celui de l'avenir du monde du travail, étroitement lié à celui de nos chères idées.

Je demande à la rédaction du *Libertaire* d'ouvrir une enquête sur ce sujet.

Si celle-ci y consent, ce sera bien.

Dans le cas contraire, j'exposerai mon point de vue personnel.

SEBASTIEN FAURE.

AUX AMIS

A dater de ce jour et jusqu'à nouvel avis, prière d'écrire à

SEBASTIEN FAURE,
1, rue Courte, 1
Royan (Charente-Inférieure).

UNE BELLE ASSEMBLÉE

L'Assemblée générale de samedi fut un grand succès.

C'est réjouissant de voir cela, nous disait un de nos bons camarades qui depuis plus d'un an avait été retenu hors de notre mouvement.

Réjouissant, le terme est exact. C'est le résultat de notre action dans ces derniers mois. Résultat. Si satisfaisant que nous sommes obligés d'envisager une nouvelle salle, la salle Dupetit-Thouars étant devenue trop petite.

La séance fut ouverte à 21 heures par notre camarade Carpentier qui présida.

Tour à tour, nos amis Charles Revenut, Guyard, Faucier expliquent et commentent le développement des grèves dans leurs corporations respectives. Ils démontrent les grandes voies qu'ouvrent devant nous, le brutal réveil du prolétariat français.

La parole est ensuite donnée au public, plusieurs camarades interviennent, dont deux camarades de la C.G.T. S.R. qui apportent le point de vue de leur organisation.

Notre ami Ridel leur répond en démontrant la nécessité de lutter au sein de la C.G.T. unifiée qui compte aujourd'hui plus de quatre millions d'adhérents.

Ringeas fait un appel aux jeunes. Notre camarade Frémont tire les conclusions de cette réunion et termine en faisant un appel à l'organisation de tous les anarchistes au sein de l'Union anarchiste.

Cette conclusion est approuvée par tous les camarades présents. Il reste maintenant à organiser dans chaque arrondissement de Paris et dans chaque localité de la banlieue un groupe anarchiste. C'est à quoi traînaient nos amis de la fédération parisienne, cet objectif sera atteint d'ici quelques mois.

La séance est levée à 11 h. 30. Une collation à la sortie rapporte 129 francs.

GROUPE DU 15^e ARRONDISSEMENT

Réunion vendredi 17 juillet à 20 h. 30

salle des Coopérateurs,
85, rue Mademoiselle

Formation du groupe.

Le mouvement anarchiste devant la crise actuelle

Tous les camarades anarchistes et sympathisants sont cordialement invités.

générer en conflit social aigu dont personne ne peut prévoir les conséquences. Le dirigeant réformiste, par sa mentalité et ses aspirations est le prototype du domestique, qui se croit nécessaire et commence à traiter son patron d'incapable. Il cherche à se substituer au patron pour faire mieux marcher le travail. Il arrive, cependant, un moment où le patron, malgré les services rendus chasse l'imprudent. Cette aventure est arrivée aux réformistes en Allemagne, en Italie, en Autriche, etc. car si la bourgeoisie admet que l'on travaille pour elle, elle n'entend pas être commandée même si c'est dans son propre intérêt.

La première conséquence de l'arrivée de la droite au pouvoir fut l'apparition du patron dans les entreprises. Dans les entreprises où les ouvriers n'étaient pas prêts à la résistance, furent supprimés petit à petit, les maigres avantages que la législation réformiste accordait aux travailleurs. La nécessité de l'action directe se faisait sentir. Le réformisme apparaissait de plus en plus désuet aux réformistes eux-mêmes.

Cet état d'esprit fut le prélude du mouvement d'octobre 1934. Pour la première fois depuis sa fondation l'U.G.T. voulut sortir de la rue pour « rétablir la légalité républicaine ». Et pour la première fois l'U.G.T., après la défaite révolutionnaire, était mise hors la loi aux Asturias.

(A suivre).

CHARLES ROBERT.

Le Coin des Jeunes

POUR FRAPPER ENSEMBLE

Répondant à une invitation des Jeunesse Socialistes Révolutionnaires les délégués des organisations suivantes se sont réunis le lundi 6 juillet afin de discuter de l'organisation d'une campagne en commun contre les deux ans :

Jeunesse Anarchistes-Communistes, Jeunesse Socialistes S.F.I.O. (Entente de la Seine), Jeunesse Socialistes Révolutionnaires.

Les camarades des J.S.R. nous ont informé que la même invitation avait été envoyée à la Fédération Nationale des Jeunesse Communistes et aux 5 régions partenaires des J.C., ainsi qu'à la Confédération Mixte des Jeunesse Socialistes S.F.I.O., lesquels n'ont pas répondu, de même qu'aux Jeunesse Pacifistes qui n'ont pu répondre ayant été prévenues trop tard.

Les délégués de chaque organisation précisent leur position.

Les camarades des Jeunesse Socialistes sont prêts à l'action la plus large, mais souhaitent que ce ne mette pas en question au cours de la campagne commune l'activité des délégués du Parti Socialiste au gouvernement.

Les délégués de la Jeunesse Anarchiste pensent qu'il est nécessaire de mettre l'accent sur les positions communes et écarter les discussions qui pourraient entraîner le déclin du Comité.

Les camarades des Jeunesse Socialistes Révolutionnaires définissent la base politique sur laquelle ils croient un accord possible ainsi que les formes organisationnelles de l'action commune et les conditions permettant une action durable.

</div



Pas d'intérêt général en régime capitaliste

Avec une touchante unanimité la presse du Front populaire prétend s'apitoyer sur le sort des petits industriels et petits commerçants mis en difficulté par les réformes sociales arrachées par les travailleurs en lutte.

Sous ce titre : « *AU SECOURS DES CLASSES MOYENNES !* » le député communiste Jacques Duclos, indique, dans *l'Humanité* du 7 juillet, « qu'il faut prendre les mesures qui s'imposent pour que l'application indispensable des lois sociales ne se traduise pas, pour de petits industriels, par la disparition pure et simple... ». Puis plus loin Duclos préconise l'*« Alliance des prolétaires et des classes moyennes. De ces classes moyennes qu'il faut maintenir DANS L'INTERET MEME DE LA NATION. »*

Intérêt de la nation ? Sans doute pour nos néo-nationalistes, qui répudient aujourd'hui le principe de la lutte de classe, cette formule trompeuse peut-elle servir leur politique tortueuse de paix sociale, nécessaire, paraît-il, à la sécurité de la France ; comme la formule de l'intérêt général traduit le sentiment de ceux qui les ont précédé dans la voie de la collaboration des classes et du conservatisme social actuel. Ce sont là autant de grises métaphysiques qui perpétuent l'asservissement de la classe ouvrière.

En effet, à quelque degré que ce soit dans la hiérarchie sociale, c'est rappeler une vérité première que d'écrire qu'il ne saurait exister d'intérêt commun entre l'exploiteur et l'exploité, entre le vendeur et l'acheteur, entre le propriétaire et le locataire, entre le profiteur et sa victime.

Aucun lien ne saurait exister entre la classe ouvrière et les classes moyennes composées de petits rentiers qui vivent de la spéculation du travail, de petits et moyens patrons qui vivent de la spéculation de l'homme par l'homme, de petits commerçants dont le mercantilisme est la raison de vivre.

Cette catégorie sociale est, par toutes ses fibres, intimement liée au régime capitaliste. Toutes ses aspirations sont dirigées vers le maintien et le développement d'un système social que les travailleurs se sont donné pour mission de détruire.

Et l'on voudrait nous faire participer au sauvetage de cette fraction de la bourgeoisie condamnée, par les contradictions économiques du régime à disparaître la première. Ce sauvetage, qui, d'ailleurs, ne ferait que reculer l'échéance, ne pourrait s'opérer qu'au détriment de la classe ouvrière à qui on tentera de retirer une main ce qu'on lui a accordé de l'autre.

On préconise en effet, à cet égard, le renforcement des barrières douanières, la revalorisation des produits, les primes à la production, les emprunts, etc., toutes mesures qui, en

définitive, retomberont sur le dos du salarié-consommateur sous forme d'impôt et d'augmentation du coût de la vie.

Cette conception étiquetée de la lutte sociale ne peut être que le fait de gens timorés ou intéressés à la conservation du régime. Elle est une marque de méfiance à l'égard des capacités économiques et politiques du prolétariat qui n'est plus de mise alors qu'il vient d'affirmer sa puissance et sa maturité sociale.

Une organisation comme la C.G.T., qui court vers son cinquième million d'adhérents, grâce à l'action ouvrière, devrait au contraire se féliciter de l'élimination progressive de cette classe tampon dont la prolétarisation doit venir renforcer l'élément agissant du monde exploité.

Au lieu de craindre d'effrayer la petite bourgeoisie, elle devrait, en face de la décomposition du système capitaliste, poser hardiment sa candidature à la gestion des moyens de production et d'échange ; nul doute que cette attitude nette lui gagnerait la confiance de toutes les victimes de l'exploitation capitaliste et aurait les plus heureuses répercussions dans la lutte revendicative.

Les réformes de structures prévues, dans le cadre légal, par les planistes attardés du Comité confédéral ont été dépassées par l'action illégale des travailleurs. Les masses ont dépassé les chefs et bouleversé les plans des « élites ».

On ne peut plus, aujourd'hui, invoquer que « la masse n'est pas prête ». L'exemple qu'elle vient de donner, les résultats qu'elle a obtenus permettent les plus grands espoirs.

Cependant la classe ouvrière qui vient de passer à l'offensive ne saurait tolérer aucune diversion dans la lutte pour son affranchissement. Elle doit poursuivre, en toute indépendance, sur son terrain de classe la réalisation de ses objectifs immédiats qui sont :

1° La suppression du chômage par l'application immédiate de la semaine de quarante heures et des grands travaux d'utilité publique ;

2° L'extension du contrat collectif au contrôle ouvrier sur la gestion de l'entreprise, permettant de fixer le montant du prix de revient et la marge bénéficiaire pour la détermination du salaire, de préparer l'expropriation capitaliste.

Cette besogne doit être hautement revendiquée par la C.G.T. dans la situation révolutionnaire que nous traversons.

Mais elle ne deviendra une réalité que si tous ceux qui souffrent et qui veulent que ça change, non seulement dans les personnes, mais dans les faits, ne se laissent pas détourner du but qu'ils se sont assigné et qui est la disparition du patronat et du salariat par l'établissement d'une société basée sur l'égalité économique.

N. FAUCIER.

Sauvons-nous nous-mêmes !

L'article ci-dessus était écrit quand nous avons eu connaissance de la honteuse capitulation du ministre socialiste, Salengro devant les réactionnaires du Sénat. Et c'est justement un des représentants patentes des classes moyennes et de la paysannerie, M. Bienvenu-Martin, qui a exigé du gouvernement des garanties concernant l'occupation des entreprises. Pressé de questions, l'élue des ouvriers a déclaré aux défenseurs du capital : « *LE GOUVERNEMENT EST RÉSOLU A ASSURER L'ORDRE PUBLIC, ET SI, DEMAIN, DES OCCUPATIONS DE MAGASINS, DE BUREAUX, DE CHANTIERS, D'USINES, DE FERMES ÉTAIENT TENTÉES, IL ENTEND PAR TOUS LES MOYENS Y METTRE UN TERME.* » Et toutes les vieilles barbes d'applaudir.

Ainsi, les travailleurs en lutte pour la défense du pain sont prévenus. Celui qui entend faire régler l'ordre bourgeois contre l'anarchie (dans ce dernier terme il sous-entend la violation de la légalité bourgeoise), se prépare à jouer en France le même rôle que les Noske et Scheidemann, lors de la révolution allemande.

Cette retraite était d'ailleurs prévue lors de l'accord Matignon du 7 juin, qui contenait cette clause acceptée par les représentants de la C.G.T. et que nous avons dénoncée en son temps : « *L'exercice du droit syndical ne doit pas avoir pour conséquence des actes contraires aux lois.* »

Blum avait lui-même précédé son ministre de l'Intérieur dans la voie des « concessions », lorsqu'il déclarait, voici une dizaine de jours aux représentants des Chambres de commerce, qu'« *aucune réoccupation d'usine ne serait à l'avant tolérée.* »

Bref, après son dégonflement du Sénat, Salengro eut une entrevue avec les dirigeants de la C.G.T. à la suite de laquelle il fournit à la presse des informations qui, d'après *le Temps*, se résument ainsi :

En cas d'une occupation d'usine ou de tout autre lieu de travail, le gouvernement demandera l'intervention des militants du mouvement syndicaliste, à laquelle succédera, s'il en est besoin, celle des Pouvoirs publics ; ce serait ensuite la confirmation de ces deux interventions ; puis une intervention commune des militants syndicalistes et des Pouvoirs publics. Enfin, en cas d'insuccès de ces tentatives de persuasion, le gouvernement emploierait d'autres mesures.

Par ces dispositions, le gouvernement du Front populaire se révèle, ainsi que nous l'avions prévu, le meilleur soutien du capital, tant il craint d'être dépassé par l'action révolutionnaire des masses. C'est au moment où les fas-

NOUVELLES DE TUNISIE

Le 29 et le 30 juin, il y a eu grève dans la briqueterie, englobant 350 ouvriers.

L'accord intervenu stipule que la journée de travail sera de 8 heures — au lieu de 10 auparavant — et les salaires de 6 à 17 francs au maximum avec réajustement pour les travailleurs arabes payés à 4,95 pour 10 heures.

D'autres mouvements sont en préparation et organisés pour l'ensemble des corporations.

Jusqu'à présent, les grévistes n'ont pas osé occuper les fabriques, mais tout laisse prévoir que le prochain mouvement emploiera la méthode de la grève sur le tas.

La propagande fasciste italienne donne à plein émission. Les émissions de la radio italienne se multiplient.

De plus, les agents de la dictature mussolinienne s'agencent.

Voilà par exemple, une copie d'une lettre de démission d'un fasciste adressée au Syndicat des Traminiots.

A noter que le pauvre idiot qui l'a écrite gagne totalement 750 francs par mois.

À la réception de la présente, veuillez me considérer comme démissionnaire du syndicat nommé pour les motifs suivants :

1° Pour avoir entendu, lors de la dernière réunion, des mots contre le régime de dictature existant dans mon pays et contre mon chef du gouvernement, S. E. Mussolini, et ce de la part de M. Ermann ;

2° Parce que je suis très content de la dictature des dirigeants de la Cie des Tramways de Tunis ;

3° Parce que je n'ai à soumettre aucune revendication, étant très content de mon sort.

Tout ceci de ma propre volonté et sans aucune pression, soit de mon directeur, soit de mes chefs directs.

Signé : Léonardo Centuri, employé à la Direction de la Cie des Tramways à Tunis.

Adressé au Syndicat des Traminiots.

La Tunisie est bien servie, débarrassée de Pérouton, le fascisme italien progresse, spéculant surtout sur la misère atroce qui sévit dans cette colonie.

« Plus que jamais les liens entre les organisa-

tions syndicales de la France et des colonies doivent être resserrés.

La seule barrière contre le fascisme, français, italien ou autre, consiste à grouper le bloc unique des travailleurs sans distinction de race, dans la lutte pour leurs revendications immédiates et leur émancipation totale. MAVI.

La grève chez Vuilleminet

À la Maison B.V.R., chez Vuilleminet, 13, rue Beaumont, qui occupe environ 250 personnes à l'intérieur, il y a 400 ouvriers à domicile environ), les ouvriers commencent à discuter entre eux : le patron crut malin, le mercredi 1^{er} juillet, de profiter de l'heure du déjeuner pour fermer ses portes, et à 1 h. 15, ses exploitations trouvaient au mur un bout de papier sans tête et sans signature portant ces mots : « Fermeture provisoire, à considérer comme congé payé ».

Il faut dire que ce monsieur avait juré ses grands dieux aux 700 ouvriers de l'usine de Corbie (Somme) qu'il accorderait satisfaction au personnel parisien ; en même temps, il se commit à cette usine quelques améliorations. À Paris, la riposte s'organisa sans désembrer, et, sur place, un syndicat se forma sous l'initiative d'un jeune représentant et d'une ouvrière à domicile qui « conseillait » les arrivantes à la porte : dès le lundi 15, des petits gardes armés de bâtons et M. Vuilleminet entraîna à la fois ses ouvriers et leurs familles. Une réunion convoquée par lui dans un Bal public tourna à sa confusion, à cause des nombreux ouvriers à domicile présents ; il voulut provoquer un vote, mais à l'appel des copains responsables, la salle se vida ; il constitua alors un Syndicat professionnel « avec les chefs Croix de Feu et autres représentants (sauf 2) et les porteurs d'actions qui se faisaient ainsi ses complices ».

Un cahier de revendications purement locales fut dressé immédiatement, et, devant l'attitude énergique de nos camarades, le maire annonça qu'il était décidé à recevoir une délégation. C'est au milieu d'un déploiement considérable des forces policières et sous la conduite de deux agents en uniforme que nos amis furent reçus dans le bureau du citoyen Olivier. A ce moment, entrèrent en scène, prévus on ne sait comment, deux briseurs de mouvements, Lacroix et Pera, secrétaires de l'Union des Chômeurs, craignant fort probablement pour leur place.

Il se dressèrent contre les intérêts des chômeurs en défendant les pouvoirs publics.

Péra, oléagineux comme toujours, appuya la décision du maire refusant les bons gratuits pour le travail et les bains-douches. Sans doute, ne se lave-t-il jamais.

Il ajouta que le geste des chômeurs devait être réprobé parce que c'était en quelque sorte un geste individuel.

Nous applaudissons des deux mains et le geste aurait pu être général dans toute la région si les révolutionnaires en peau de loup qui dirigent l'Union n'avaient pas été si lâches.

Nous, chômeurs, que le gouvernement de Front populaire semble ignorer, nous saurons nous faire entendre.

Nous sommes fatigués de vos belles paroles, le peuple ne se nourrit pas de vent, il faut des actes.

Malgré vous, les chômeurs du 13^e ont acquis une réponse favorable du maire sur la plupart de leurs revendications et sauront juger votre attitude.

Gratuit.

QUAND LES DIRIGEANTS DEFENDENT LEUR BIFTECK...

Vendredi dernier 3 juillet, à la suite d'une assemblée générale des chômeurs du 13^e arrondissement, et après un appel à l'action directe fait à tous les bâtimenants, syndiqués ou non, Devant la protestation de plusieurs travailleurs organisés demandant que la carte soit exigée à l'entrée, les communistes ont fait en sorte que leur protestation soit entendue pour mieux se faire élire.

Un Syndiqué libertaire.

A la Maison B.V.R., chez Vuilleminet, 13, rue Beaumont, qui occupe environ 250 personnes à l'intérieur, il y a 400 ouvriers à domicile environ), les ouvriers commencent à discuter entre eux : le patron crut malin, le mercredi 1^{er} juillet, de profiter de l'heure du déjeuner pour fermer ses portes, et à 1 h. 15, ses exploitations trouvaient au mur un bout de papier sans tête et sans signature portant ces mots : « Fermeture provisoire, à considérer comme congé payé ».

Il faut dire que ce monsieur avait juré ses grands dieux aux 700 ouvriers de l'usine de Corbie (Somme) qu'il accorderait satisfaction au personnel parisien ; en même temps, il se commit à cette usine quelques améliorations. À Paris, la riposte s'organisa sans désembrer, et, sur place, un syndicat se forma sous l'initiative d'un jeune représentant et d'une ouvrière à domicile qui « conseillait » les arrivantes à la porte : dès le lundi 15, des petits gardes armés de bâtons et M. Vuilleminet entraîna à la fois ses ouvriers et leurs familles. Une réunion convoquée par lui dans un Bal public tourna à sa confusion, à cause des nombreux ouvriers à domicile présents ; il voulut provoquer un vote, mais à l'appel des copains responsables, la salle se vida ; il constitua alors un Syndicat professionnel « avec les chefs Croix de Feu et autres représentants (sauf 2) et les porteurs d'actions qui se faisaient ainsi ses complices ».

Un cahier de revendications purement locales fut dressé immédiatement, et, devant l'attitude énergique de nos camarades, le maire annonça qu'il était décidé à recevoir une délégation. C'est au milieu d'un déploiement considérable des forces policières et sous la conduite de deux agents en uniforme que nos amis furent reçus dans le bureau du citoyen Olivier. A ce moment, entrèrent en scène, prévus on ne sait comment, deux briseurs de mouvements, Lacroix et Pera, secrétaires de l'Union des Chômeurs, craignant fort probablement pour leur place.

Il se dressèrent contre les intérêts des chômeurs en défendant les pouvoirs publics.

Péra, oléagineux comme toujours, appuya la décision du maire refusant les bons gratuits pour le travail et les bains-douches. Sans doute, ne se lave-t-il jamais.

Il ajouta que le geste des chômeurs devait être réprobé parce que c'était en quelque sorte un geste individuel.

Nous applaudissons des deux mains et le geste aurait pu être général dans toute la région si les révolutionnaires en peau de loup qui dirigent l'Union n'avaient pas été si lâches.

Nous, chômeurs, que le gouvernement de Front populaire semble ignorer, nous saurons nous faire entendre.

Nous sommes fatigués de vos belles paroles, le peuple ne se nourrit pas de vent, il faut des actes.

Malgré vous, les chômeurs du 13^e ont acquis une réponse favorable du maire sur la plupart de leurs revendications et sauront juger votre attitude.

Gratuit.

A ABBEVILLE

LA MANIFESTATION « LA BARRE »

Elle eut lieu le 5 juillet.

Les groupes anarchistes d'Amiens, de Fressennieville et de Feuquieres y étaient largement représentés.

Les camarades Bastien du groupe d'Amiens, au nom de la Libre Pensée, et Boclet, du groupe de Fressennieville, au nom de la Fédération des groupes libertaires de la Somme, prirent la parole.

Lorsque la musique entonna la « Marseillaise », nos amis chantèrent l'hymne à l'anarchie.

Aucun incident ne s'est produit.

« Le Libertaire », « La Patrie Humaine » et « Le Combat Syndicaliste » furent diffusés.

En résumé, bonne propagande pour nos idées et belle journée pour les anarchistes de la Somme obtenu.

Ch. Legry.

FÉDÉRATION PARISIENNE

Comme suite aux décisions du dernier Congrès et en vue de leur application, une réunion du C. I. se tiendra samedi 11 juillet à 20 h. 30 très précises dans le local du « Libertaire ».

<p